

L'abonnement à News Tank Éducation & Recherche est payant, merci de respecter la propriété intellectuelle et de ne pas transférer cet article sans autorisation préalable de News Tank Éducation & Recherche.

Jean Castex à la CPU : « Nous avons besoin d'universités fortes, ouvertes, sans complexes »

News Tank Éducation & Recherche -Paris - Actualité n°237089 - Publié le 16/12/2021 à 17:17

Imprimé par Xavier Teissedre - abonné #13929 - le 17/12/2021 à 09:16





Jean Castex et Manuel Tunon de Lara à la CPU le 16/12/2021 -

« De la même façon que nous avons besoin d'une Europe forte pour une France forte, la France a besoin d'universités, d'établissements d'enseignement supérieur très forts, bien gérés, performants, ouverts sur leur territoire, sans complexes, réservant à leurs étudiants le meilleur accueil possible, travaillant à leur insertion professionnelle, bien positionnés sur la recherche. »

C'est ce que déclare Jean Castex, Premier ministre, devant les présidentes et présidents d'université rassemblés lors de l'assemblée plénière de la CPU (Conférence des présidents d'université), le 16/12/2021, à la Maison des universités à Paris. Il s'agit selon lui d'un enjeu de « souveraineté », de « compétitivité de la maison France », mais aussi « relative à notre pacte républicain ».

Le Premier ministre exprime aussi sa « très vive gratitude » aux universités pour la gestion de la crise sanitaire, « avec beaucoup de savoir-faire, de courage et de détermination ».

Alors qu'un « retex » sur le numérique dans l'enseignement supérieur doit rendre ses conclusions « prochainement », il se dit « prêt à consentir les investissements et les dépenses pour les adaptations — que cette mission préconisera sûrement ».

Revenant sur la création de l'<u>INSP</u> (Institut national du service public), il dit vouloir « ouvrir des ponts beaucoup plus importants qu'ils ne le sont aujourd'hui avec l'université française. Et j'ai besoin de vous, Mesdames et Messieurs les présidents pour réussir l'objectif ».

Une aide qu'il sollicite aussi pour la réussite de la <u>PFUE (Présidence française de l'Union européenne)</u> : « Des initiatives sont prévues, des rendez-vous programmés. Nous avons tout intérêt à ce qu'ils se traduisent par des avancées mesurables, visibles pour nos étudiants et pour nos concitoyens. »

Manuel Tunon de Lara, président de la CPU, indique au Premier ministre : « Du local à l'international, nous serons là. Vous pouvez vous appuyer sur les universités. »

Gestion de la crise sanitaire : « J'avais bien conscience des difficultés spécifiques du secteur de l'enseignement supérieur »

« Cette capacité d'adaptation, je voudrais commencer par vous dire combien j'ai pu la mesurer depuis la survenance de la crise sanitaire qui, hélas n'est pas terminée. La ministre Frédérique Vidal a été et demeure votre interlocutrice de droit commun. Mais j'ai tenu très vite à mon niveau, à élever — si je puis m'exprimer ainsi — les discussions, d'abord pour évidemment vous témoigner de ma parfaite implication. Et puis parce que j'avais bien conscience des difficultés spécifiques que rencontrait le secteur de l'enseignement supérieur pour faire face à cette pandémie. »

« Veiller à ce qu'un lien soit toujours établi »

« Évidemment, l'un des motifs de fierté dans la gestion de cette crise difficile est que la France est le pays qui a laissé le plus ouverts ses établissements d'enseignement. Malheureusement, ça n'a pas été complètement le cas pour les établissements d'enseignement supérieur pour toutes les raisons que vous connaissez, mais ça a été le cas de l'enseignement primaire, élémentaire et secondaire.

Et je pense que nous avons aussi, vous avez aussi tout fait pour assurer à chaque fois que c'était possible, le maximum d'enseignement présentiel. Mais lorsque cela n'a pas été le cas, pour veiller à ce qu'un lien soit toujours établi entre les universités, les bibliothèques, d'autres fonctions y compris nutritives avec les étudiants. Parce que les étudiants ont été particulièrement impactés par cette crise sanitaire. »

« Il faut vacciner plus que jamais »

« Je suis parfaitement conscient que des difficultés de mille et une natures sont apparues et là aussi, vous avez répondu présent comme vous l'avez fait sur la vaccination. Je suis parfaitement conscient des efforts que vous avez les uns et les autres déployés pour que les étudiants, vos personnels aussi se vaccinent. (...) Et même si l'urgence ou l'actualité est à la dose de rappel, il ne faut évidemment pas oublier parmi sans doute vos personnels et les étudiants, ceux qui n'ont pas encore reçu la première dose.

Avec le contexte de cette cinquième vague, avec la perspective du variant Omicron, il faut vacciner plus que jamais. (...) Donc, là aussi, nous devons déployer tous les dispositifs à notre disposition pour aller vers ces populations, et progresser encore dans le chemin de la vaccination. »

« Tirer des enseignements structurels »

« Cette crise sanitaire a eu des conséquences économiques, sociales, psychologiques. Avec les syndicats étudiants et sur proposition de Frédérique Vidal, nous avons bâti les dispositifs pour faire face à la crise. Nous les poursuivons pour cette année universitaire en cours : les 20 000 tuteurs, les 1 600 référents étudiants dans les résidences Crous (Centre régional des œuvres universitaires). (...) Nous avons gelé les droits de scolarité, les loyers des résidences Crous, le repas à 1 € que nous avions généralisé est maintenu à la rentrée pour les étudiants boursiers ou en situation de grande précarité.

Les mécanismes de gratuité pour les étudiants en souffrance psychologique : et là aussi, j'ai bien vu qu'entre les services universitaires, le recours aux dispositifs de ville ou de droit commun, il y a certainement matière à progresser. On peut dire aussi pareil des renforts en assistante sociale, cela fait partie des décisions que nous avions ensemble prises. Nous devons faire face à l'urgence, mais nous nous grandirons encore plus si nous savons de tout cela tirer des enseignements structurels : qu'est-ce que ça a révélé comme faiblesses et qui doivent être pour les pouvoirs publics autant de pistes d'améliorations. »

Deux autres articles sur cette rencontre

News Tank a publiés deux autres relatifs à la venue de Jean Castex à la CPU le 16/12/2021 :

- le détail trois nouveaux dispositifs de France 2030 ouverts aux universités, sur l'innovation, la recherche de financement, et les compétences ;
- un autre rapportant les propos du Premier ministre sur le financement et l'organisation de la recherche.

Plan de relance : des arbitrages rendus en faveur des universités

Le Premier ministre revient sur le Plan de relance, en citant deux exemples sur lesquels un arbitrage politique en faveur des universités a été rendu.

Le volet de rénovation énergétique des bâtiments universitaires

« Quand on a lancé ce volet du plan de relance lié à la rénovation énergétique des bâtiments de l'État — je considère que les universités

sont des établissements certes indépendants, mais d'État, parce que je pense que c'est très noble — nous avons fait un choix politique que j'ai arbitré à la joie de Frédérique Vidal, à la moindre joie d'autres ministres, de prioriser les établissements d'enseignement supérieur qui ont eu une très grosse part de ce gâteau.

J'ai voulu aussi le faire parce que ces décisions étaient concomitantes de l'arrivée de la deuxième vague de la pandémie où je savais que les étudiants et la communauté universitaire, se trouvaient être particulièrement impactés. Donc il fallait vous envoyer un signal. Et là pour le coup, les objectifs de long terme coïncidaient avec le moment et les exigences du court terme. »

Les aides à l'apprentissage

« Je voudrais aussi vous dire les efforts que nous faisons pour l'insertion professionnelle des jeunes. Nous avons, parce que j'y crois depuis longtemps, développé l'apprentissage et l'insertion par l'alternance. Et combien, là aussi [sur les aides accordées aux employeurs d'apprentis], ça n'était pas évident lorsqu'on m'a dit, "Ah oui, mais il y a beaucoup de gens issus de l'enseignement supérieur qui vont bénéficier de ce dispositif. On ne m'a pas dit beaucoup trop, on m'a dit beaucoup." Mais j'ai dit, il faut y aller, il n'y a pas de raison de limiter les primes en fonction du niveau de diplôme. Et ils en bénéficient de façon extrêmement élevée, y compris en ce moment. »

Excellences: « Un message fort du Gouvernement de dire qu'elle prend des formes multiples »

« C'est un message fort du Gouvernement au monde universitaire de dire que l'excellence prend des formes multiples et nous avons à cette occasion souligné le rôle essentiel que jouent les établissements d'enseignement supérieur et de recherche au sein de leur territoire. Nous avons dit notre volonté de les soutenir dans la désignation de leur signature propre, et j'en profite pour dire que de nouvelles vagues permettront bientôt d'accroître la liste des lauréats. »

INSP: « Universitariser la formation »

« Puisque je parle aussi de décloisonnement, d'ouverture, permettez-moi de vous adresser mes remerciements à nouveau sur un tout autre sujet (...) : la réforme assez importante que nous sommes en train de conduire sur la formation et le recrutement des cadres dirigeants et cadres supérieurs de l'État.

Cela vous concerne à beaucoup de titres parce que l'idée est qu'il y ait une élévation de la qualification de la formation initiale, de la formation continue de ses cadres, mais aussi le plus de brassage possible, entre des employeurs différents : la fonction publique de l'État, mais vous êtes aussi des employeurs de cadres supérieurs, la fonction publique territoriale, la fonction publique hospitalière.

Je renvoie à la lecture de l'ordonnance de 1945 par laquelle le général de Gaulle et Michel Debré ont créé l'ÉNA (École nationale d'administration): l'interministérialité était au cœur de ce texte, et nous voulons y revenir. Elle avait été perdue de vue avec des régimes indemnitaires extrêmement différents et pas toujours en cohérence avec les priorités des politiques publiques. Or, personne ne peut dire que les politiques publiques de santé et sociales ne sont pas au cœur des priorités de la nation. Ou que les politiques éducatives, d'enseignement et de recherche ne sont pas au cœur des priorités de la nation. On n'aurait pas de mal à démontrer que ce n'est pas forcément dans ces secteurs que les cadres supérieurs sont les mieux payés. Là aussi, il faut savoir ce qu'on veut.

Le fameux INSP aura entre autres, deux objectifs :

- d'abord ne pas s'occuper que de la formation initiale et du recrutement de fonctionnaires, mais de la formation tout au long de leur vie. Le monde change, il faut aussi que nos qualifications évoluent, ce qui n'était pas assez le cas.
- Et puis dans cette formation qu'elle soit initiale ou continue, nous revendiquons de l'universitariser, avec des corps d'enseignants permanents, avec des disciplines qui ne soient plus que strictement juridiques ou économiques, qui fassent davantage appel aux sciences sociales. »

PFUE: « Faire progresser l'Europe des universités »

« Il faut que ce soit un moment fort pour faire progresser l'Europe et pour expliquer à tous nos concitoyens, à tous nos acteurs économiques, à toutes nos universités que nous avons besoin d'Europe.

Nous avons d'abord besoin d'Europe parce que c'est l'ouverture, parce que c'est le respect des autres, c'est la recherche de compromis, c'est le travail ensemble. Au moment où les crises ont toujours tendance au contraire à aiguiser les replis sur soi, le rejet des autres, la fermeture. Ce n'est pas notre objectif, ce n'est pas notre politique et je voudrais vous le rappeler très clairement.

La présidence française, ce doit aussi être la célébration d'un certain nombre de valeurs, au-delà de politiques, d'outils, de techniques, de sujets très concrets. Et évidemment les universités, les étudiants, les échanges, les coopérations, la recherche n'ont pas de frontières et doivent être aussi au cœur de cette présidence au moment où 2022 sera par ailleurs l'année de la jeunesse. La ministre le sait, elle conduira ces débats au Conseil européen.

Le président de la République s'était déjà exprimé dès 2017 à la Sorbonne sur cette Europe des universités, nous devons faire progresser ces chantiers de la façon la plus concrète, mesurable pour tous nos étudiants, pour tous nos chercheurs, pour tous nos enseignants. »

Les propos de Manuel Tunon de Lara au Premier ministre

« Les universités continuent de relever le défi de la pandémie »

« Depuis bientôt deux ans, nous continuons de veiller, comme nous l'avons fait pendant les confinements successifs, à la continuité pédagogique, au bon déroulement des examens et à la réussite de nos étudiants.

Je souhaite donc rendre hommage à l'ensemble de nos équipes qui ont su s'adapter dans l'urgence et qui font aujourd'hui encore un travail remarquable : enseignants et enseignants-chercheurs, personnels administratifs et techniques des universités, personnels des bibliothèques.

Je crois pouvoir le dire au nom de notre communauté : les universités continuent de relever le défi de la pandémie.

Mais au-delà des questions très pratiques et de l'urgence, la Covid nous invite à prendre acte de l'importance de la recherche pour comprendre les crises, à prendre la mesure de nos interdépendances mondiales. »

« Poursuivre notre implication au cœur des écosystèmes locaux »

« L'université doit occuper la place qui devrait être pleinement la sienne dans notre pays, en faisant progressivement évoluer son rôle par son ouverture, sa capacité d'anticipation des transitions actuelles et à venir, par la manière dont elle assumera ses engagements et ses responsabilités vis-à-vis de la société, des générations futures et de la planète.

Cela signifie poursuivre notre implication au cœur des écosystèmes locaux : l'impact des universités sur les territoires est désormais objectivable et mesurable.

Je pense en particulier aux transferts de recherche innovants et à fort potentiel socio-économique. Je pense aussi à l'adaptation continue de nos formations aux emplois émergents, de la première année de licence au doctorat. Et ce, qu'il s'agisse de formation initiale ou de formation tout au long de la vie. »

« L'ambition européenne » des universités

« Le contexte de la très prochaine présidence française de l'Union européenne nous invite par ailleurs à insister sur l'ambition internationale, et notamment européenne, de ces transformations.

Les universités françaises se sont fortement impliquées dans les alliances européennes — elles étaient les plus nombreuses parmi les premiers lauréats —, et cela doit continuer.

Nous allons bientôt inaugurer notre "Maison Frédéric et Irene Jolliot Curie" à Bruxelles pour fédérer tout le potentiel de l'ESR français, notamment dans une logique de mutualisation et d'efficacité dans la compétition des appels à projets. »



Jean Castex

Premier Ministre @ Premier Ministre - Hôtel de Matignon

Date de naissance : 25/06/1965

Parcours

Depuis juillet 2020 <u>Premier Ministre - Hôtel de Matignon</u>

Premier Ministre

Avril 2020 - juillet 2020 Cabinet du Premier Ministre - Hôtel de Matignon

Chargé de coordonner la sortie progressive du confinement

Avril 2019 - juillet 2020 Agence nationale du Sport (ANS)

	Président
Janvier 2018 - juillet 2020	DIGES Délégué interministériel aux grands événements sportifs
Septembre 2017 - juillet 2020	Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 Délégué interministériel
2015 - juillet 2020	Conseil départemental des Pyrénées-Orientales (CD 66) Conseiller départemental
Février 2011 - mai 2012	Présidence de la République (Chef de l'État : Nicolas Sarkozy) Secrétaire général-adjoint
Novembre 2010 - février 2011	Présidence de la République (Chef de l'État : Nicolas Sarkozy) Conseiller (pour les affaires sociales)
2010 - 2015	Conseil régional du Languedoc-Roussillon Conseiller régional
Mars 2008 - juillet 2020	Prades (Pyrénées-Orientales) Maire (UMP)
Juin 2007 - 2008	Ministère du Travail, des Relations sociales et de la Solidarité (Ministre : Xavier Bertrand) Directeur de cabinet
Septembre 2006 - mars 2007	Ministère de la Santé (Ministre : Xavier Bertrand) Directeur de cabinet
2004 - 2006	Direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins (actuelle DGOS) Directeur
2002 - 2005	Université Robert Schuman - Strasbourg 3 Professeur associé
2002 - 2005	ENA Maître de conférence de finances publiques
2001 - 2004	Chambre régionale des comptes d' Alsace Président
1999 - 2001	Préfecture du Vaucluse Secrétaire général et sous-préfet chargé de la politique de la ville
1996 - 1999	Conseil départemental du Var (CG 83) Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales du Var
Septembre 1995 - décembre 1995	ENA Membre du jury du concours d'entrée
Mars 1993 - avril 1995	Cour des comptes Secrétaire du comité de liaison entre la Cour des comptes et les Chambres régionales des comptes

Établissement & diplôme

1991 - 1991	Élève dans la promotion Victor Hugo
1986 - 1986	Institut d'études politiques de Paris Diplômé



Conférence des présidents d'université (CPU)

Association qui réunit une centaine de membres votant (présidents d'université, directeurs d'écoles normales supérieures, d'INP, d'INSA, administrateurs généraux) et des membres associés.

Elle s'appuie sur l'Amue (Agence de mutualisation des universités et établissements) qui contribue à l'élaboration d'une offre logicielle et à la formation des personnels de l'enseignement supérieur.

Catégorie: Groupement professionnel

Adresse du siège

103 boulevard Saint-Michel75005 Paris France

Général

Date de création 1971

Statut Association loi 1901 reconnue d'utilité publique

Missions et objectifs

- Force de proposition et de négociation auprès des pouvoirs publics, des différents réseaux de l'enseignement supérieur et de la recherche, des partenaires économiques et sociaux et des institutions nationales et internationales.
- Soutien aux présidents dans leurs nouvelles missions.
- Promotion de l'Université française et de ses valeurs en France et à l'étranger.

Une centaine de membres votants (présidents d'université, directeurs d'écoles normales supérieures, d'INP, d'INSA, administrateurs généraux) et des membres associés.

Président : Manuel Tunon de Lara

Vice-président(e)s :

- · Guillaume Gellé
- Virginie Dupont

Chiffres clés

Membres

Présidence

Personnels

- Une équipe permanente : 27 personnes.
- Des conseillers et consultants : 7 personnes.

Fiche n° 1765, créée le 05/05/2014 à 12:19 - MàJ le 13/05/2019 à 11:29

© News Tank Éducation & Recherche - 2021 - Code de la propriété intellectuelle : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »